

**ACTION DE SENSIBILISATION  
DE L'ASSOCIATION BARIQ 21 À SKIKDA**

# Des villes sans voitures

*L'association Bariq 21 de promotion des énergies renouvelables, dans le cadre du développement durable, a organisé, samedi dernier, une action de sensibilisation en direction de la population locale, à l'occasion de la Journée internationale du volontariat et du début de la Conférence de Copenhague, hier, sur les changements climatiques.*

Ainsi, il a été procédé à la distribution de près de 3 000 dépliants invitant les conducteurs à utiliser de moins en moins leurs véhicules et emprunter les transports en commun.

L'action s'est faite le long de l'artère principale Didouche Mourad. Elle a ciblé plusieurs dizaines de conducteurs de véhicules. L'objectif est d'inciter, par

le biais d'une implication citoyenne, à la lutte contre la pollution urbaine générée par l'émission des gaz dus, entre autres, à la forte circulation automobile. «La population de la ville de Skikda, pleinement concernée par ce fléau, nous a encouragé à confectionner et distribuer des dépliants explicatifs

pour inviter les citoyens à se déplacer en ville sans l'utilisation de voitures», lit-on dans le communiqué rédigé par l'association.

Dans l'appel à un geste civique élaboré en la circonstance, on y lit également que «15 000l/jour d'air passent dans nos poumons dont plus de 65% sont pollués.

Le transport est responsable de 40% de la pollution atmosphérique. Alors, svp, marchez à pied ou prenez un moyen de transport collectif et laissez vos voitures en stationnement, il est inutile d'utiliser votre véhicule

pour vous rendre en ville. 1 500 personnes/an meurent en Algérie suite à des problèmes respiratoires aigus.»

Par le passé, cette action a échoué du fait de la non-implication des pouvoirs publics, dans la tentative d'instaurer une journée sans voitures, réussie quelques jours après à Alger, et le covoiturage au profit des employés de la plateforme pétrochimique de Skikda.

Gageons que cette fois-ci sera la bonne, les citoyens ayant pris conscience depuis.

**Zaïd Zoheïr**

**TLEMCCEN**

# Cinq ans de prison pour le trafiquant de munitions de guerre

*La dernière affaire jugée au cours de cette session criminelle par le tribunal de Tlemcen relevait d'un trafic qui avait pu avoir des conséquences graves sur la sécurité publique.*

Les faits remontent au début du printemps dernier. Le 23 mars, une opération de contrôle effectuée par les éléments de la Gendarmerie nationale dans la région frontalière d'El-Abed, daïra de Sidi-Djilali, suite à un accident de la route, a permis de découvrir dans un véhicule de marque Audi 117 mines antipersonnel et un sabre.

L'enquête révélera que ce trafic d'explosifs récupérés sur le tracé frontalier, et datant de l'ère coloniale, était destiné à la

pêche (par explosif) dans la région de Ghazaouet, ce que confirment les professionnels de la mer qui dénoncent ces braconniers qui non seulement polluent l'environnement maritime mais mettent aussi en péril les ressources halieutiques.

Le principal accusé dans cette affaire, un jeune âgé de 25 ans, originaire de Ghazaouet, a écopé de 5 ans de prison pour association de malfaiteurs, transport, détention et commerce de munitions de guerre.

Le mis en cause a nié la nature du délit et le procureur de la République, dans son réquisitoire, a fait allusion aux groupes terroristes qui pouvaient récupérer cet arsenal pour l'utiliser dans la fabrication de

bombes et a requis une peine de 20 ans de prison ferme et une amende de 200 millions de centimes.

Le propriétaire du véhicule, quant à lui, a été condamné à 3 ans de prison ferme et une amende de 10 millions de centimes, alors que les trois autres prévenus ont été acquittés par le tribunal criminel dont la première session a débuté le 11 octobre.

Rappelons que depuis les années 1970, un bataillon de déminage œuvre, tout au long de la frontière algéro-marocaine, à nettoyer les lieux de ces mines.

Alors, comment de simples trafiquants peuvent devenir artificiers ?

**M. Zenasni**

**JOURNÉE D'ÉTUDE À CONSTANTINE**

# La médiation et l'insertion en milieu de jeunes

*La médiation et l'insertion en milieu de jeunes ont été mises en exergue lors d'une journée d'étude ouverte dimanche au centre culturel Ibn Badis à l'initiative de la direction de la jeunesse et des sports (DJS).*

M<sup>me</sup> Aïcha Ghoulam, inspectrice principale, a donné une communication sur «La médiation et l'insertion des jeunes» dans laquelle elle a expliqué que la médiation consiste à intervenir dans le but d'arriver à dépasser les problèmes qui se posent aux jeunes, dans le milieu familial et au sein de l'environnement en général.

La même intervenante a souligné que le secteur de la jeunesse et des sports a trouvé dans la médiation, un outil pour résoudre les problèmes économiques, sociaux, culturels et psychologiques des jeunes.

Elle a présenté dans ce contexte des exemples de situations de jeunes en chômage, mettant en exergue l'idée

que les jeunes portent en eux un projet «mais il leur manque l'expérience pour le mettre en pratique».

M<sup>me</sup> Ghoulam a affirmé dans son exposé que la médiation «permet de résoudre les problèmes des jeunes et d'assurer leur insertion sociale et d'en faire des membres actifs dans une société qui avance».

Les participants issus des établissements de jeunesse de la wilaya de Constantine ont constitué deux ateliers, consacrés respectivement à

«L'insertion en tant qu'outil de règlement des conflits» et à «La formation des médiateurs».

Les ateliers devaient également préparer des recommandations en vue d'intégrer la médiation dans les actions des établissements de jeunesse, en faveur de l'insertion.

Cette manifestation entre dans le cadre d'un programme de formation des cadres du secteur de la jeunesse, indiquent ses organisateurs.

**APS**

**MOSTAGANEM**

# Abattage de chiens errants

Les chiens et chats errants dans les villes et les campagnes, en nombre croissant, sont les principaux vecteurs de transmission de la rage.

Dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les maladies transmissibles à l'homme par le chien, l'opération d'abattage de cet animal, qui a été lancée par les APC, tire à sa fin.

Ainsi, les 32 communes de la wilaya ont abattu quelque 262 chiens errants dont plus de 162 à Sidi Lakhdar, Bouguirat et Kheireddine. Les résultats ne sont pas concluants dans la mesure où le nombre des chiens abattus reste insuffisant et ce, par manque de moyens ou les conditions de travail déplorables.

La prolifération des chiens errants est devenue un problème de santé publique et les APC ont le devoir d'abattre ces bêtes pour préserver la santé des citoyens.

Il est à noter que 3 cas de rage ont été enregistrés et confirmés par l'Institut Pasteur, cette année à Mostaganem, avec un décès enregistré à Sidi-Ali. A noter que les centres antirabiques sont insuffisants pour couvrir toute la wilaya.

**A. Bensadok**

# La mer continue de rejeter des colis de kif

Samedi dernier, un colis contenant 20 kg de kif traité a été rejeté par les vagues au niveau de l'estuaire du Chélif à quelques encablures de la plage de la Marsa où avaient échoué, dans les mêmes circonstances mercredi dernier, deux autres colis similaires et de même poids.

Ainsi, les vagues ont rejeté 60 kg de kif traité et conditionné soigneusement dans des plaquettes de 100 g en l'espace de 4 jours. C'est une patrouille relevant du détachement communal qui a découvert cette prise au cours d'une inspection de la côte.

Les enquêteurs ont la certitude que cette quantité de drogue échouée sur le rivage provient de la même cargaison. Dans ce contexte, 90 kg de kif traité sont tombés dans les filets de la Gendarmerie nationale le mois d'octobre dernier lors des barrages routiers.

**A. B.**

**TIARET**

# Tirage au sort de logements sociaux

Pas moins de 512 bénéficiaires de logements sociaux ayant figuré dernièrement sur les listes prendront part au tirage au sort prévu ce lundi à la salle Mustapha-Mekki. Intervenant dans un souci de transparence et d'équité, l'opération qui aura lieu en présence des autorités locales, du public et d'un huissier de justice devrait déterminer le lieu d'implantation et le type du logement, sachant que les 512 unités (F2-F3) sont réparties à travers plusieurs cités à Tiaret.

# La colère du wali

Le grand projet du fameux centre pénitentiaire situé à la sortie de la ville de Tiaret, plus précisément en face de l'unité républicaine de sécurité et dont les travaux sont confiés à une entreprise chinoise, n'a pas été sans provoquer la colère du wali lors de sa visite effectuée récemment sur les lieux.

A l'issue de son inspection, le premier responsable de la wilaya aurait furieusement réagi contre la qualité de certains matériaux utilisés et qui sont, estime-t-il, loin de répondre aux normes d'une telle construction.

**M. B.**